FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



Un tournant décisif pour l'Union européenne

Être "pro-Bruxelles" est devenu une religion plutôt qu'un projet politique, écrit Alastair Crooke

Alastair Crooke

mar. 17 nov. 2026 9 min de lecture

Le lancement par les États-Unis de pourparlers à Abu Dhabi avec des représentants russes et ukrainiens confronte enfin l'UE à une contradiction existentielle — une contradiction qu'elle ne peut plus repousser. La construction européenne a toujours été un concept américain poursuivant un objectif précis.

Mais si les États-Unis ont désormais tourné le dos à leur mandataire, alors même que celui-ci se trouve au bord d'affrontements armés avec la Russie, quelle est alors la stratégie de l'UE pour l'Ukraine ? Elle n'en a aucune à proposer. Va-t-elle toujours

se contenter de s'aligner sans réserve sur les positions maximalistes de Zelensky ?

L'UE n'a proposé aucune solution d'aucune sorte, si ce n'est d'insister pour que la Russie fasse marche arrière et accepte un cessez-le-feu le long de la ligne de contact.

C'est un tournant décisif, car le dysfonctionnement de l'UE ne saurait être plus évident. Même son « mécène » américain est désespéré et la Russie est devenue méprisante, comme l'a clairement indiqué le ministre des Affaires étrangères Lavrov il y a quelques jours à peine :

> *« Sur proposition des médiateurs américains, les négociations portent sur les paramètres de la future architecture de sécurité pour l'Ukraine, la Russie et l'ensemble de notre région.Ou, pourrait-on dire, pour la sécurité européenne. C'est un point fondamental, car tout ce que nous entendons actuellement de Bruxelles et d'autres capitales de l'UE revient à exiger un cessez-le-feu immédiat… Von der Leyen a déclaré qu'il n'y aurait aucune discussion sur les paramètres d'une architecture de sécurité tant qu'il n'y aurait pas de trêve durable. C'est encore et toujours la même vieille logique. Ils estiment qu'il est absolument nécessaire de « gagner du temps » pour leurs « clients », le régime de Kiev, et de l'utiliser pour reconstruire son armée. Nous n'accepterons pas cela… [Elle] a déclaré qu'il fallait d'abord une trêve, puis une architecture de sécurité. Par ailleurs, un autre représentant de la bureaucratie bruxelloise a déclaré que l'UE n'autoriserait pas un règlement tenant compte des intérêts de la Fédération de Russie. C'est essentiellement tout ce qu'il y a à dire sur ce sujet ».*

Le projet européen d'un "monde atlantiste uni" n'a jamais été l'idéal millénariste du mythe d'une civilisation occidentale commune dont il s'était paré. Il a toujours reposé sur la Realpolitik.

Le cadre institutionnel de l'UE avait un objectif clair au regard des manœuvres de Washington « en coulisses ». Son but était de maintenir la prééminence américaine sur l'espace européen d'après-guerre ; de préserver le centre politique comme *statu quo* européen durable ; de tenir les Soviétiques « à l'écart » ; et de veiller à ce que les excédents commerciaux européens soient réinvestis pour financer le déficit américain. En d'autres termes, les excédents commerciaux européens visaient à «recycler les excédents» dans le système financier américain et à maintenir l'hégémonie du dollar.

Il s'agissait, en somme, d'un projet purement mercantile, déguisé sous les atours du libéralisme — un levier au service de la compétition entre grandes puissances menée par les États-Unis pour conserver leur primauté. Le « fonctionnement financier » était simple : l'élite dirigeante européenne et ses amis tiraient profit de la magouille mise en place par le cartel de l'UE (à l'origine centré sur le secteur de la sidérurgie), ainsi que des postes hautement rémunérés qui en découlaient, à condition que les bénéficiaires restent dociles face aux États-Unis et à leur politique étrangère.

Mais le paradigme de défense américain a changé sous l'administration Trump, et les négociations trilatérales qui se tiennent cette semaine à Abou Dhabi soulignent cruellement à quel point l'UE est désormais devenue superflue aux yeux des États-Unis. Les dirigeants de l'UE ont-ils une stratégie pour faire face à ce glissement de la pensée sécuritaire américaine vers une « forteresse de l'hémisphère occidental » ? Non.

Mais l'évolution de la doctrine de sécurité américaine ne rend pas pleinement compte de l'ampleur du tournant décisif que traverse l'UE. L'UE approche peut-être de son point de rupture ou, plus probablement, du début du commencement de sa désagrégation. Elle n'est plus un vassal utile. Au contraire, elle fait désormais obstacle. Les États-Unis ont évolué (principalement en raison des contraintes en matière de munitions) vers une vision du monde en termes de concurrence entre grandes puissances, les « puissances moyennes » étant considérées comme des « suiveurs ». Elles sont en réalité sans importance.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Des travaux d'archives sur l'administration Bush (1990–1992) montrent que les responsables américains ont adopté l'élargissement vers l'Est comme une Realpolitik visant à maintenir la prééminence des États-Unis et à neutraliser les challengers, non seulement soviétiques, mais aussi potentiels en Europe occidentale (à savoir un pilier de sécurité européen piloté par la France et l'Allemagne). Cependant, dès 1997, l'UE avait capitulé et accepté d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la première vague de candidats d'Europe centrale et orientale.

Néanmoins, le discours dominant reste que l'élargissement de l'UE était un processus technocratique, mené par la Commission, dont les États-Unis ont simplement tiré profit par hasard. Ce que j'ai pu constater, en tant que membre de l'équipe du Haut Représentant de l'UE Javier Solana à l'époque, c'est que Washington percevait clairement les retombées politiques de l'adhésion des pays d'Europe de l'Est et utilisait son influence bilatérale pour l'accélérer. En conséquence, l'appareil de politique étrangère de l'UE a vu sa propre pertinence sapée par l'élargissement même qu'il était censé gérer.

Une remarque faite en 2003 par le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, à un journaliste souligne l'évolution de la mentalité américaine : *« Vous considérez l'Europe comme l'Allemagne et la France. Pas moi. Je pense que c'est la vieille Europe… Il y a une nouvelle Europe ».* Le contexte était alors le refus du président Chirac de céder à la pression du président Bush en faveur de la guerre en Irak.

Le secrétaire d'État Colin Powell avait explicitement averti que la France subirait des « conséquences » pour son opposition à la guerre. Dans un contexte diplomatique ultérieur, la secrétaire d'État de l'époque, Condoleezza Rice, aurait déclaré à des responsables français : *« Nous avons payé notre victoire au prix de notre sang et de notre argent… nous n'avons pas besoin de vous »,* rejetant ainsi les offres de coopération française dans l'Irak d'après-invasion.

En 2004, la France, semble-t-il, avait cédé. Le président Chirac avait explicitement assoupli sa position et pris acte du fait accompli de l'invasion, qualifiant le renversement de Saddam Hussein d'"étape positive".

En substance, ce « moment de la guerre en Irak » de 2003 a effectivement mis fin à l'UE en tant que projet politique cohérent — et les événements de la semaine dernière à Abou Dhabi, où les Européens ont tenté tant bien que mal de s'immiscer sans y avoir été invités au sommet trilatéral, ont transformé en farce la prétention de l'UE à être un acteur géopolitique sérieux. On récolte aujourd'hui les « fruits » de la crise de 2003.

L'UE n'est plus un vassal utile (au-delà de la signature de chèques à l'intention de Zelensky),

Washington commence peut-être à comprendre que la question ukrainienne ne peut être résolue sans s'attaquer *au préalable* à l'architecture de sécurité de l'Eurasie. Cette question ne peut, en fin de compte, être résolue qu'entre les trois grandes puissances – les États-Unis, la Russie et la Chine ; les puissances moyennes devront s'aligner.

L'ancien modèle pro-atlantiste a tout simplement cessé de fonctionner. Les efforts de l'Europe pour prendre ses distances avec Trump sur la question ukrainienne, en « jouant la partition » des faucons du Congrès américain et de la russophobie profonde des couches aisées, n'émancipent pas l'Europe de l'Amérique. Au contraire, ils servent les intérêts de cette dernière. Car l'Europe assume les coûts et les risques politiques liés à son rôle de mandataire jetable visant à affaiblir la Russie. Au profit de quoi, pour l'Europe ? Les coûts économiques implicites sont suffisamment évidents. Les avantages, eux, ne le sont pas.

Mais ce n'est pas là la fin des conséquences du fait que l'UE se soit laissée, en 2003, déjouer par l'influence bilatérale des États-Unis. L'UE s'est alors retrouvée mise hors jeu parce que les États-Unis opéraient selon un cadre stratégique en Irak (fondé sur les directives de Netanyahu) que l'UE dans son ensemble ne comprenait ni n'acceptait.

Mais en ce qui concerne le projet européen, les États-Unis agissaient selon un cadre stratégique à la fois économique et géostratégique : le modèle technocratique néolibéral américain devait être adopté par l'Europe. Ce modèle était avant tout une théorie sur la manière de réorganiser l'État afin de garantir le succès du marché, ainsi que celui de ses acteurs les plus importants : les grandes entreprises modernes.

La théorie voulait que tout ce qu'un gouvernement avait à faire était de créer un environnement propice (faibles impôts, peu de réglementations) et que « l'élan spontané » (« animal spirits ») des entrepreneurs se chargeraient spontanément du reste, grâce à la « main invisible » du marché.

L'Occident est aujourd'hui en crise, mais pas de la manière dont certains, y compris les technocrates bureaucratiques, le pensent. Son problème n'est ni l'« extrême droite », ni le populisme, ni la polarisation. Le mal sous-jacent est d'ordre structurel : le pouvoir est tellement dispersé et fragmenté qu'aucune réforme significative n'est possible.

C'était déjà manifeste lorsque l'UE ne comptait que 12 États membres. Au sommet de la *Communauté politique européenne (CPE)* qui s'est tenu la semaine dernière à Dublin, plus de cinquante délégations ont été accueillies, soit quelque 500 participants. De toute évidence, cela ne peut pas fonctionner. Chaque État membre dispose d'un certain pouvoir, mais aucun dirigeant n'est en mesure d'imposer une "direction" cohérente à l'ensemble de l'UE.

Les manifestations, les émeutes et l'effondrement du tissu social à travers l'Europe reflètent la crise du paradigme intellectuel du libéralisme mondial. Les illusions de ce dernier, associées à sa structure de gouvernance oligarchique et autocratique, ont mis en évidence que ce projet n'a pas de cœur. Être « pro-Bruxelles » est devenu un culte idéologique, plutôt qu'un projet politique.

Que fait Bruxelles de tout cela ? Absolument rien. La technocratie de l'UE reste sous le charme de l'Amérique des années Obama — une terre de soft power, de politique identitaire et de capitalisme néolibéral cosmopolite.

Les dirigeants de l'UE ont-ils des réponses à apporter à l'Ukraine ? Non.

Ont-ils une stratégie significative pour l'avenir de l'Ukraine ? Non.

Ont-ils repensé leurs relations avec les États-Unis pour l'avenir ? Non.

Ont-ils une réponse à la crise au sein du paradigme intellectuel du libéralisme mondial ? Non.

Peuvent-ils survivre en l'état ? Non.

Les troubles sociaux et politiques, ainsi que les souffrances liées à l'austérité à venir, imposeront le changement.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Lavrov, Sergey Ukraine L'UE